Les Echos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

COUNTRY:France
PAGE(S) :7
SURFACE :18 %
FREQUENCY :Daily

SECTION :Actualités
CIRCULATION :129052
AVE :10,84 K€
AUTHOR :Dominique Moïsi

► 26 October 2026 - N°24826
Page Source





Sidération française, consternation européenne



LE REGARD
SUR LE MONDE
de **Dominique Moïsi**

Sidération en France, consternation en Europe, jubilation au Kremlin et à la Maison-Blanche. C'est ainsi que l'on pourrait résumer les réactions à la flambée de violence que vient de connaître la France. La sidération, je l'ai éprouvée personnellement dans le quartier « bourgeois » qui est le mien, lorsque je me suis trouvé face à face avec un groupe de pilleurs. Ma rue était devenue « une zone de non droit ». La protection de l'Etat n'existait plus. La dernière fois où je m'étais senti ainsi menacé en milieu urbain, c'était à New York en 1972 au pire de la crise de la ville, quand je m'étais retrouvé seul face à un groupe de jeunes gens drogués.

Une autre comparaison m'est venue à l'esprit : Mai 68, bien sûr. Je garde en mémoire de ces événements que j'ai vécus comme étudiant, le souvenir d'un joyeux désordre qui pouvait être violent, mais qui n'avait rien à voir, « Trente Glorieuses obligent », avec la sombre colère d'aujourd'hui. Seul point commun peut-être, la fragilité de l'Etat, même s'il s'est ressaisi ce week-end. Un de mes amis, énarque qui était à l'époque dans un cabinet ministériel, m'avait rapporté le vide absolu qui s'était fait progressivement dans l'élégant hôtel particulier du XVIIIe siècle, censé abriter la solennité du pouvoir. Et qui, tel un bateau à la dérive, avait été abandonné par son équipage. Avec le recul, le 17 octobre restera-t-il comme une de ces journées où l'Histoire hésite parce que le pouvoir vacille ?

Quel avenir pour le projet européen ?

A la sidération en France, devant le déchaînement de la violence d'un côté, et la défaillance de la réponse sécuritaire de l'autre, répond la consternation (politique, économique et géopolitique) des capitales européennes. Même si on peut se demander si (comme en 1848), le vent révolutionnaire venu de France ne souffle pas de l'Italie à l'Albanie ? Politiquement, la victoire annoncée de l'extrême droite en France dans six mois, rendue plus probable encore par les faiblesses de l'Etat régalien, signifie-t-elle la mort du projet européen ? Sur le plan économique, la France va-t-elle faire « exploser » la zone euro se demandait très sérieusement la semaine dernière l'hebdomadaire britannique « The Economist ». Sur ces deux plans, on peut souligner les difficultés que connaissent les relations franco-allemandes. Et insister sur le retour d'un nationalisme désinhibé de l'autre côté du Rhin. Mais l'arrivée du Rassemblement national au pouvoir en France constituerait le pire signal que Paris pourrait adresser à Berlin. Et ce surtout au moment où les considérations géopolitiques deviennent incontournables.

Considérons la jubilation devant « le chaos en France » que l'on retrouve conjointement à la Maison-Blanche (qui dénonce la politique d'immigration menée par Paris) et au Kremlin. Cette communion de pensée et d'intérêts est déjà en soi une illustration supplémentaire de l'alliance contre nature qui existe désormais entre Washington et Moscou.

Pour comprendre les défis auxquels la France fait face aujourd'hui, il faut juxtaposer deux temporalités différentes sinon opposées. Que faire en effet, quand sur le plan international, la référence est « les années Trente », et la montée de la guerre en Europe ? Et sur le plan national, « les années Cinquante » et la fin de la Quatrième République ? Et qu'à l'horizon, il n'y a pas l'espoir du Général de Gaulle, mais l'ombre de Marine Le Pen ? Pour ajouter à la complexité sinon à la confusion des temps présents, il convient d'intégrer les rêves contrastés (mais somme toute compatibles) de Mélenchon et Poutine. Le premier, dans le choix de ses références historiques (1789, 1830, 1848), se projette dans la Révolution et le désordre, le second veut effacer l'année 1989 dans un projet nostalgique de reconstitution de l'Empire russe et soviétique.

La géopolitique peut-elle encore sauver le camp de la raison en France ? Au Canada, dans l'Etat d'Alberta, le référendum en faveur de l'indépendance a été largement rejeté. L'argument mis en avant par Mark Carney : *« Ce n'est vraiment pas le moment »*, s'est révélé décisif. Poutine pourrait-il être pour les électeurs en France, ce que Trump a été pour les électeurs de l'Alberta ? Encore faudrait-il, pour qu'il en soit ainsi, qu'émerge dans les semaines qui viennent un Mark Carney français.

Dominique Moïsi
est géopolitologue.

Le 17 octobre restera-t-il comme une de ces journées où l'Histoire hésite parce que le pouvoir vacille ?

All rights reserved